

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU
SNACK-BAR « LA PETITE FRINGALE » A DUINGT**

ENTRE

La commune de DUINGT

Représentée par son maire en exercice Monsieur Marc ROLLIN,

Habilité à cet effet par une délibération N°D20260301 du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026

Dénommée ci-après « la Commune »

D'UNE PART

ET

XXXXXX

Dénommé ci-après « l'Exploitant »

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.....	3
ARTICLE 2 : NATURE DOMANIALE ET FONDEMENT DE L'OCCUPATION.....	3
ARTICLE 3 : DESIGNATION DES LOCAUX.....	4
ARTICLE 4 : DESTINATION EXCLUSIVE DES LOCAUX.....	4
ARTICLE 5 : ARTICULATION AVEC L'AOT	5
ARTICLE 6 : DUREE ET CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS	5
ARTICLE 7 : CARACTERE PERSONNEL DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 8 : QUALITE DES PERSONNES POUVANT OCCUPER LES LOGEMENTS	7
ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION	7
ARTICLE 10 : ENTRETIEN, REPARATIONS ET TRAVAUX	8
ARTICLE 11 : CHARGES, FLUIDES ET DEPENSES D'USAGE	9
ARTICLE 12 : CONTREPARTIE FINANCIERE DE LA MISE A DISPOSITION.....	9
12.1 – Période d'exploitation dite « haute saison »	9
12.2 - Période d'exploitation dite « basse saison »	10
12.3 – Modalités de paiement	10
ARTICLE 13 : ASSURANCES	10
ARTICLE 14 : ACCES AUX LOCAUX	11
ARTICLE 15 : RESILIATION.....	11
ARTICLE 16 : RESTITUTION DES LIEUX.....	12
ARTICLE 17 : ETAT DES LIEUX, CLES ET INVENTAIRE	12
ARTICLE 18 : RESPONSABILITE	13
ARTICLE 20 : MODIFICATION DE LA CONVENTION	13
ARTICLE 21 : NOTIFICATION	13
ARTICLE 22 : LITIGE.....	14
ARTICLE 23 : ENTREE EN VIGUEUR	14
ANNEXES	14

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Commune autorise l'Exploitant à utiliser, à titre personnel et temporaire dans les conditions prévues par la présente convention, une partie des locaux communaux situés à la Villa Honoré, aux seules fins d'hébergement temporaire du personnel salarié ou saisonnier affecté à l'exploitation de l'établissement communal « La Petite Fringale ».

La présente convention est conclue en raison exclusive des nécessités de fonctionnement et d'exploitation de l'établissement communal « La Petite Fringale ».

Elle constitue une convention de mise à disposition de biens relevant du domaine privé de la Commune, conclue à titre temporaire et accessoire à l'exploitation de l'établissement.

- Ni un bail d'habitation
- Ni un bail commercial
- Ni un bail professionnel
- Ni un bail rural
- Ni un contrat conférant un droit réel
- Ni un contrat conférant un droit au maintien dans les lieux

Les logements mis à disposition ne peuvent en aucun cas constituer la résidence principale ou secondaire des personnes qui y sont hébergées.

La présente convention organise une mise à disposition accessoire de locaux, liée aux besoins de l'exploitation, et ne confère aucun droit direct ou autonome aux personnes hébergées à l'égard de la Commune.

La présente convention constitue un tout indivisible avec la convention principale relative à l'exploitation de « La Petite Fringale », dont elle dépend entièrement (ci-après « la Convention Principale » ou « l'AOT ») (**annexe 1**).

ARTICLE 2 : NATURE DOMANIALE ET FONDEMENT DE L'OCCUPATION

Les parties reconnaissent expressément que les locaux objets de la présente convention sont situés au sein d'un bien appartenant à la Commune de DUINGT et relevant de son domaine privé.

La présente convention constitue une convention de mise à disposition de locaux relevant du domaine privé de la Commune, conclue à titre temporaire et accessoire à l'exploitation de l'établissement « La Petite Fringale ».

Cette mise à disposition est consentie en considération des besoins liés à l'exploitation de l'établissement et ne porte aucune atteinte à la destination du bien communal.

L'Exploitant reconnaît que l'occupation consentie :

- Est conclue pour une durée déterminée et peut être résiliée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- Est accordée à titre personnel ;
- Ne peut créer aucun droit acquis au maintien dans les lieux ;
- Ne peut être assimilée à un bail ou à une occupation privative de droit commun.

Elle ne relève pas du régime des autorisations d'occupation du domaine public. Elle est régie par les règles du droit privé applicables aux conventions de mise à disposition de biens.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DES LOCAUX

La Commune autorise l'Exploitant à occuper, à titre temporaire, une partie de l'immeuble communal dénommé « Villa Honoré », situé sur la parcelle cadastrée AB 71, à proximité de la plage municipale et de l'établissement « La Petite Fringale ».

Les locaux mis à disposition comprennent, à l'étage :

- Quatre chambres permettant l'hébergement de quatre à six personnes ;
- Un WC ;
- Une salle de bains.

La superficie mise à disposition est d'environ 73 m².

Les parties reconnaissent que seuls les espaces ci-dessus désignés sont mis à disposition au titre de la présente convention.

Un état des lieux contradictoire d'entrée sera établi lors de la remise des clés.

Les locaux sont exclusivement destinés à l'hébergement temporaire du personnel affecté à l'exploitation de l'établissement « La Petite Fringale ».

Les locaux sont remis dans l'état où ils se trouvent.

L'Exploitant déclare parfaitement connaître les lieux et les accepter en l'état, sans pouvoir exiger de la Commune des aménagements, travaux ou équipements autres que ceux expressément acceptés par elle.

ARTICLE 4 : DESTINATION EXCLUSIVE DES LOCAUX

Les locaux objet de la présente convention sont exclusivement affectés à l'hébergement temporaire du personnel salarié ou saisonnier affecté à l'exploitation de l'établissement « La Petite Fringale ».

Ils ne pourront en aucun cas être utilisés :

- À titre de résidence principale ou secondaire
- À titre d'habitation personnelle du dirigeant, d'un associé, d'un membre de leur famille ou d'un proche
- Pour de l'hébergement touristique, meublé, saisonnier ou para-hôtelier
- Pour une sous-location
- Pour un prêt ou une mise à disposition, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers
- Pour l'hébergement de personnes sans lien direct avec l'exploitation de « La Petite Fringale »
- Plus généralement, pour tout autre usage étranger à l'objet des présentes.

Les personnes hébergées ne disposent d'aucun droit direct à l'égard de la Commune et sont placées sous la seule responsabilité de l'Exploitant.

Toute utilisation contraire à cette destination constituera un manquement grave, justifiant la résiliation de la présente convention, sans préjudice des conséquences pouvant affecter la convention principale relative à « La Petite Fringale ».

ARTICLE 5 : ARTICULATION AVEC L'AOT

La présente convention constitue un contrat distinct de la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation de l'établissement « La Petite Fringale ».

Elle est conclue exclusivement avec le titulaire de cette convention, en considération des besoins liés à l'exploitation de l'établissement.

Les deux conventions forment un ensemble contractuel interdépendant.

À ce titre, la présente convention ne peut être conclue, exécutée ou maintenue indépendamment de la convention principale.

En conséquence, la cessation, pour quelque cause que ce soit, de la convention principale entraîne de plein droit la cessation de la présente convention, sans indemnité au profit de l'Exploitant.

La présente convention ne confère à l'Exploitant aucun droit au maintien dans les lieux, ni aucun droit réel ou assimilé.

En cas de cessation de la convention principale, l'Exploitant est tenu de libérer les lieux dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE ET CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS

La présente convention est conclue pour une durée courant du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2032 inclus, sans pouvoir en tout état de cause se poursuivre au-delà de la durée de la convention principale relative à l'exploitation de « La Petite Fringale ».

Elle ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite ni d'aucun renouvellement de plein droit.

La présente convention définit un cadre permettant, le cas échéant, la mise à disposition de logements destinés exclusivement à l'hébergement du personnel saisonnier affecté à l'exploitation de l'établissement.

L'occupation effective des logements est strictement limitée aux périodes nécessaires à l'exploitation. À ce titre, elle est autorisée :

- à compter de quinze (15) jours avant le début de la période minimale d'ouverture prévue par la convention d'occupation du domaine public,
- jusqu'à quinze (15) jours après la fin de cette période.

En dehors de ces périodes, les logements ne peuvent être occupés.

Toute occupation en dehors de ces périodes devra faire l'objet d'une autorisation expresse et exceptionnelle de la Commune, dûment justifiée par des nécessités ponctuelles liées à l'exploitation de l'établissement, impliquant le recours à du personnel temporaire ou saisonnier.

La mise à disposition des logements au profit de l'Exploitant, y compris en dehors des périodes d'occupation effective, donne lieu au paiement d'une redevance dont les modalités tiennent compte de l'occupation réelle des lieux.

La présente convention ne confère en aucun cas un droit à une occupation continue ou permanente des logements.

ARTICLE 7 : CARACTERE PERSONNEL DE LA CONVENTION

L'autorisation consentie par la présente convention est accordée à titre strictement personnel, temporaire et non cessible.

En conséquence, l'Exploitant ne peut céder, transférer ou transmettre tout ou partie de ses droits au titre de la présente convention.

Toute mise à disposition des locaux à des tiers est interdite, sauf au profit des personnes répondant aux conditions prévues à l'article 8.

Cette mise à disposition est strictement limitée à l'hébergement du personnel dans les conditions prévues par la présente convention et ne peut donner lieu à une activité d'hébergement autonome ou commerciale.

L'Exploitant ne peut tirer aucun bénéfice de cette mise à disposition autre que celui lié à la bonne exploitation de l'établissement.

Toute violation du présent article constitue un manquement grave pouvant entraîner la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à cet effet.

ARTICLE 8 : QUALITE DES PERSONNES POUVANT OCCUPER LES LOGEMENTS

L'Exploitant s'engage à communiquer à la Commune, préalablement à l'entrée dans les lieux ou dans les meilleurs délais en cas de nécessité liée à l'exploitation, l'identité des personnes hébergées dans les locaux au titre de la présente convention, ainsi que :

- leur fonction
- leur qualité
- leur lien avec l'exploitation de « La Petite Fringale »
- leurs dates prévisionnelles d'occupation.

Toute modification de la liste des personnes hébergées devra être portée à la connaissance de la Commune sans délai.

La Commune pourra demander à tout moment tout justificatif utile permettant de vérifier que les personnes hébergées sont effectivement affectées à l'exploitation de l'établissement, notamment les contrats de travail des personnes hébergées.

La Commune pourra, en cas de non-respect des stipulations de la présente convention, refuser ou faire cesser l'occupation des locaux par toute personne ne répondant pas aux conditions prévues.

L'Exploitant demeure seul responsable des personnes hébergées dans les lieux et des conséquences de leur présence.

Les informations communiquées au titre du présent article sont exclusivement destinées au contrôle de la conformité de l'occupation aux stipulations de la présente convention et à la sécurité du site. Elles seront traitées par la Commune dans le respect de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles.

ARTICLE 9 : CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

L'Exploitant s'engage à utiliser les locaux conformément à leur destination et à veiller à ce que les personnes hébergées respectent les règles de sécurité, de salubrité, d'hygiène, de tranquillité du voisinage et de bon ordre.

L'Exploitant n'occupe pas personnellement les locaux. Il est responsable de leur utilisation par les personnes hébergées dans le cadre de la présente convention.

À ce titre, il répond de tous dommages, dégradations, nuisances, troubles de voisinage ou manquements causés par :

- les personnes hébergées
- ses salariés, préposés ou représentants
- toute personne introduite dans les lieux de son fait.

L'Exploitant assure le maintien en bon état d'entretien courant, de propreté et d'usage des locaux.

Il veille au respect, par les personnes hébergées, de toute consigne ou règlement d'usage qui pourrait être notifié par la Commune.

ARTICLE 10 : ENTRETIEN, REPARATIONS ET TRAVAUX

L'Exploitant prend à sa charge l'entretien courant des locaux ainsi que les réparations locatives rendues nécessaires par l'usage des lieux et l'occupation par les personnes hébergées.

Il supporte également les frais de remise en état résultant de dégradations, détériorations ou défaut d'entretien imputables aux personnes dont il répond.

Par exception expresse, la Commune conservera uniquement à sa charge les travaux relatifs à la toiture de l'immeuble, entendus comme les travaux portant sur :

- La couverture ;
- La charpente ;
- Les éléments de zinguerie extérieure liés à la couverture ;
- Et, plus généralement, les éléments constitutifs du clos et couvert en toiture.

Il est expressément convenu entre les parties que, par dérogation à toute règle supplétive ou à toute répartition usuelle des charges, les réparations, remplacements et travaux relatifs aux fenêtres, à la plomberie et à l'électricité, y compris lorsqu'ils présentent un caractère important, structurellement coûteux ou techniquement lourd, demeureront à la charge exclusive de l'occupant, sauf dans le seul cas où leur nécessité résulterait exclusivement :

- D'un sinistre extérieur affectant l'immeuble dans son ensemble ;
- D'un vice caché antérieur à la prise de possession, non décelable lors de l'état des lieux d'entrée ;
- Ou d'un désordre affectant exclusivement la toiture au sens du présent article.

En cas de désordre ou de panne susceptible d'affecter la sécurité des personnes ou l'intégrité du bâtiment, l'Exploitant en informe sans délai la Commune.

L'Exploitant ne peut effectuer aucun travaux, aménagement ou transformation des locaux sans l'autorisation préalable et écrite de la Commune.

Les travaux réalisés sans autorisation pourront être supprimés aux frais de l'Exploitant.

À la fin de l'occupation, la Commune pourra exiger la remise en état des lieux aux frais de l'Exploitant lorsque les dégradations ou modifications lui sont imputables.

ARTICLE 11 : CHARGES, FLUIDES ET DEPENSES D'USAGE

L'Exploitant prend à sa charge les dépenses directement liées à l'usage des locaux par les personnes hébergées, notamment :

- les consommations d'eau
- les consommations d'électricité
- les dépenses de chauffage
- les abonnements et consommations liés aux services de télécommunication
- ainsi que les dépenses courantes liées à l'utilisation normale des lieux.

Lorsque les consommations peuvent être individualisées, elles sont refacturées sur la base des relevés correspondants.

À défaut d'individualisation, la Commune pourra procéder à une refacturation sur une base forfaitaire ou estimative, établie de manière objective au regard des caractéristiques des locaux et des conditions d'occupation.

L'Exploitant supporte également les charges et contributions directement liées à l'usage des locaux, dans la mesure où elles sont effectivement mises à sa charge en lien avec cette occupation.

ARTICLE 12 : CONTREPARTIE FINANCIERE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente occupation est consentie à titre onéreux.

En contrepartie de la mise à disposition des locaux, l'Exploitant verse à la Commune une redevance d'occupation dont le montant est déterminé en fonction de l'occupation effective des chambres.

12.1 – Période d'exploitation dite « haute saison »

La période d'exploitation est définie à l'article 6 de la présente convention et correspond :

- à la période d'ouverture minimale prévue par l'AOT (annexe 1)
- augmentée de quinze (15) jours avant son début et de quinze (15) jours après son terme.

Pendant cette période, la redevance est fixée à 530 € (cinq cent trente euros) par mois et par chambre effectivement occupée, indépendamment du nombre de personnes hébergées dans la chambre, dans la limite de la capacité autorisée.

Toute chambre non occupée pendant cette période donne lieu à l'application de la redevance prévue pour la basse saison.

12.2 - Période d'exploitation dite « basse saison »

En dehors de la période définie ci-dessus, la contrepartie financière est fixée à 150 € (cent cinquante euros) par mois et par chambre mise à disposition de l'Exploitant, qu'elle soit occupée ou non.

Toutefois, si une chambre est occupée durant cette période dans les conditions prévues par la présente convention (notamment en cas d'autorisation exceptionnelle), la contrepartie financière applicable pour cette chambre sera celle prévue pour la haute saison.

12.3 – Modalités de paiement

La contrepartie financière est due mensuellement, à terme échu, sur la base de l'occupation réelle des chambres.

L'Exploitant transmet à la Commune, chaque mois, un état récapitulatif des chambres occupées, permettant l'émission du titre de recettes correspondant.

Le montant de la contrepartie financière sera révisé au 1er janvier de chaque année, et pour la première fois au 1^{er} janvier 2028, en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

La révision sera effectuée selon la formule suivante : contrepartie financière révisée = contrepartie financière de base × (ICC du dernier indice publié à la date de révision / ICC du 1er trimestre 2027).

Il est expressément convenu qu'en cas de variation à la baisse de l'indice, celle-ci ne sera pas appliquée.

Tout retard de paiement pourra donner lieu à la mise en œuvre des procédures de recouvrement applicables, sans préjudice de la faculté pour la Commune de résilier la présente convention.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

L'Exploitant s'engage à souscrire et à maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance couvrant l'ensemble des risques liés à l'occupation et à l'utilisation des locaux par les personnes hébergées dans le cadre de la présente convention.

À ce titre, cette assurance doit notamment couvrir :

- la responsabilité civile de l'Exploitant du fait de l'occupation des lieux, y compris du fait des personnes hébergées
- les dommages causés aux locaux et aux équipements mis à disposition
- les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux et tous risques assimilés.

L'Exploitant demeure responsable des dommages causés par les personnes hébergées ou introduites dans les lieux de son fait.

Il lui appartient de vérifier que les personnes hébergées disposent, le cas échéant, d'une couverture d'assurance adaptée à leur situation.

L'Exploitant remet à la Commune, lors de la signature de la convention puis à première demande, une attestation d'assurance en cours de validité.

Le défaut de souscription ou de maintien des assurances constitue un manquement grave pouvant entraîner la résiliation de la présente convention.

Les contrats d'assurance devront comporter une clause de renonciation à recours à l'encontre de la Commune, sauf en cas de faute imputable à celle-ci.

ARTICLE 14 : ACCES AUX LOCAUX

La Commune, ou toute personne mandatée par elle, peut accéder aux locaux, après en avoir informé préalablement l'Exploitant dans un délai raisonnable, afin de :

- vérifier le respect de la destination des lieux
- constater leur état d'entretien
- contrôler les conditions d'occupation
- préparer ou faire réaliser tous travaux nécessaires
- ou procéder à toute vérification utile à la bonne exécution de la présente convention.

L'accès aux locaux s'effectue dans des conditions respectant leur usage d'hébergement.

Toutefois, en cas d'urgence, de risque pour la sécurité des personnes ou des biens, de trouble grave ou de nécessité liée à la sécurité ou à la préservation du bâtiment, la Commune pourra accéder aux locaux sans délai et sans information préalable.

L'Exploitant s'engage à faciliter l'accès aux locaux et à ne faire obstacle à aucune intervention justifiée de la Commune.

ARTICLE 15 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de manière anticipée par la Commune en cas de manquement de l'Exploitant à ses obligations contractuelles, notamment dans les cas suivants :

- non-respect de la destination des lieux
- occupation par des personnes non autorisées
- mise à disposition irrégulière des locaux
- défaut de déclaration de l'Exploitant
- défaut d'assurance
- défaut de paiement des sommes dues
- troubles ou nuisances affectant le voisinage ou le bon ordre

- dégradations des lieux
- travaux non autorisés
- ou, plus généralement, tout manquement grave ou répété aux stipulations de la présente convention.

Sauf en cas d'urgence ou de manquement grave rendant impossible le maintien de l'occupation, la résiliation intervient après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de trente (30) jours.

La convention sera automatiquement résiliée en cas de cessation de la convention principale relative à l'exploitation de « La Petite Fringale » sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation, l'Exploitant ne peut prétendre à aucune indemnisation, sauf en cas de faute de la Commune ou disposition légale contraire.

La résiliation intervient dans les conditions du droit commun des contrats de droit privé.

ARTICLE 16 : RESTITUTION DES LIEUX

À la cessation de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, l'Exploitant restitue les lieux à la date d'effet de cette cessation, libres de toute occupation et de tout bien, et en bon état d'entretien, compte tenu de l'usure normale.

Un état des lieux contradictoire de sortie est établi.

À défaut de libération des lieux à la date prévue, la Commune pourra engager toute procédure utile afin d'en obtenir la restitution.

L'Exploitant sera alors redevable d'une indemnité d'occupation jusqu'à restitution effective des lieux, sans préjudice de la réparation de tout dommage subi par la Commune.

Toute occupation postérieure à la cessation de la convention est réputée sans droit ni titre.
Les personnes hébergées dans les locaux ne disposent d'aucun droit propre, direct ou opposable à la Commune. Leur présence dans les lieux est strictement subordonnée aux droits détenus par l'Exploitant et prend fin automatiquement avec ceux-ci.

ARTICLE 17 : ETAT DES LIEUX, CLES ET INVENTAIRE

Un état des lieux contradictoire d'entrée est établi lors de la remise des locaux à l'Exploitant.
Un état des lieux de sortie est également réalisé à la fin de l'occupation.

Un inventaire du mobilier, des équipements et du matériel mis à disposition peut être établi et annexé à la présente convention.

L'Exploitant est responsable des clés et moyens d'accès qui lui sont remis, ainsi que de leur utilisation par les personnes hébergées.

Il s'engage à ne pas procéder à leur reproduction sans l'autorisation de la Commune et à en assurer la restitution complète à la fin de l'occupation.

Toute perte, reproduction non autorisée ou non-restitution des clés ou moyens d'accès donnera lieu à la facturation des frais correspondants, sur justificatifs, y compris les frais de remplacement, de changement de serrure ou de sécurisation des accès.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITE

L'Exploitant est responsable des conditions d'occupation et d'utilisation des locaux par les personnes hébergées dans le cadre de la présente convention.

À ce titre, il répond des dommages, troubles et nuisances résultant de l'occupation des lieux, notamment

- des dommages causés aux locaux et aux équipements
- des dommages causés aux tiers
- des troubles de toute nature résultant de l'occupation
- des faits et agissements des personnes hébergées ou introduites dans les lieux de son fait.

La Commune ne saurait être tenue responsable des dommages résultant de l'usage des locaux, ni des vols, pertes ou dégradations affectant les biens de l'Exploitant ou des personnes hébergées.

La responsabilité de la Commune ne peut être engagée qu'en cas de faute qui lui est imputable, notamment en cas de défaut d'entretien lui incombant ou de vice affectant les locaux.

L'Exploitant supporte les conséquences financières des dommages relevant de sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention et ses assurances.

La présente clause s'applique sans préjudice des règles de responsabilité de droit commun applicables aux parties.

ARTICLE 20 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit signé par les deux parties.

ARTICLE 21 : NOTIFICATION

Toute notification effectuée au titre de la présente convention sera valablement réalisée par tout moyen permettant d'en établir la réception certaine.

ARTICLE 22 : LITIGE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de GRENOBLE.

ARTICLE 23 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2027, sous réserve de l'entrée en vigueur de la convention principale relative à l'exploitation de « La Petite Fringale ».
À défaut, elle sera réputée n'avoir jamais pris effet.

ANNEXES

Annexe 1 : Convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation du snack-bar
« La Petite Fringale »